

histoire  
politique  
société

# le débat

Michel Albert, Jean Baudrillard, André Béjin, Daniel Bell, Augustin Berque, Jean-Claude Chesnais, Françoise Choay, Gilles Cohen-Tannoudji, Laurent Cohen-Tanugi, Michel Crozier, Antoine Danchin, Jean Daniel, Hichem Djait, André Fontaine, Jean Fourastié, Timothy Garton Ash, Marcel Gauchet, Jean-Claude Guillebaud, François Hers, Denis Kessler, Georges Kiejman, Bernard Latarjet, Hervé Le Bas, Annie Le Brun, Stanislas Lem, Gilles Lipovetsky, Bernard Manin, Philippe Meyer, Daniel Milo, Alain Minc, Serge Moscovici, Pierre Nora, Denis Olivennes, Éric

# 10 ANS

Onnen, Milorad Pavic, Bernard Pivot, Krzysztof Pomian, Philippe Raynaud, Pierre Rosanvallon, Georges Sebbag, Jean-Louis Servan-Schreiber, Dominique Wolton, Paul Yonnet.

numéro **60**

mai-août 1990

**Gallimard**

Directeur : Pierre Nora

---

*Pierre Nora : Dix ans de Débat.*

---

## UN NOUVEAU MONDE À L'EST

### LECTURE DES ÉVÉNEMENTS

*Timothy Garton Ash : L'année de vérité.*

*Krzysztof Pomian : Le retour des nations.*

*Éric Onnen : Notes berlinoises.*

### LE CHOC EN RETOUR

*Hichem Djait : Les mutations mondiales vues du monde arabe.*

*Pierre Rosanvallon : De la béatitude occidentale.*

*Jean Baudrillard : L'hystérésie du millenium.*

---

## FRANCE, LA DÉMOCRATIE DIFFICILE

### BILAN DE LA DÉCENNIE

*Michel Crozier : Liberté, complexité.*

*Paul Yonnet : De la réversibilité dans les années 1980.*

*Marcel Gauchet : Pacification démocratique, désertion civique.*

### HORIZONS POLITIQUES

*Alain Minc : Réformer en l'an deux mille.*

*Denis Olivennes : État-providence : la crise est devant nous.*

*Jean-Claude Chesnais : Les trois revanches*

*Philippe Raynaud : Incertitudes européennes.*

*Bernard Manin : Du bon usage de la social-démocratie.*

### QUELS CONTRE-POUVOIRS AU QUATRIÈME POUVOIR ?

*Laurent Cohen-Tanugi, André Fontaine, Georges Kiejman, Jean-Louis Servan-Schreiber, Dominique Wolton.*

### MALAISE DANS LES MEDIA

*Jean Daniel : Vous avez dit « communication » ?*

*Jean-Claude Guillebaud : Les media contre le journalisme.*

*Philippe Meyer : Confiture d'observation à propos de la télévision française.*

---

L'esprit d'Apostrophes : *Bernard Pivot*, entretien avec *Pierre Nora*.

---

Face à l'imprévisible : mille milliards de scénarios. *Michel Albert, Daniel Bell, Jean Fourastié, Hervé Le Bras, Annie Le Brun, Stanislas Lem, Serge Moscovici, Milorad Pavic*.

---

*Georges Sebbag* : Noombres.

---

## FINS DE SIÈCLE

### PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE

*Daniel Milo* : La fin de siècle n'aura pas lieu.

*Krzysztof Pomian* : La fin de l'histoire n'a pas eu lieu.

*Krzysztof Pomian* : Post- ou comment l'appeler ?

### MŒURS

*Gilles Lipovetsky* : Virage culturel, persistance du moi.

*André Béjin* : De la liberté à la sécurité, de la pilule au préservatif.

*Denis Kessler* : L'arbitre des générations.

### PEURS ET VALEURS

*Marcel Gauchet* : Sous l'amour de la nature, la haine des hommes.

*Paul Yonnet* : Le nouvel ordre moral.

*Marcel Gauchet* : Les mauvaises surprises d'une oubliée : la lutte des classes.

### ARTS ET SCIENCES

*François Hers, Bernard Latarjet* : Rendre l'art à sa fonction.

*Antoine Danchin* : L'explication de la vie : perspectives et questions.

*Gilles Cohen-Tannoudji* : La science pense-t-elle encore ?

### ESPACES

*Françoise Choay* : La ville invivable.

*Marcel Gauchet* : Pleurer les paysans ?

*Augustin Berque* : Le paysage à réinventer.

---

Pierre Nora

## DIX ANS DE *DÉBAT*

*Le Débat* a dix ans. Cette occasion rituelle des bilans et des redéfinitions de programme trouve ici sa vraie justification dans la réalité des choses. Cet anniversaire tombe en plein bouleversement du monde, en plein effacement des repères traditionnels de l'intelligence qui avaient régné au moins depuis la guerre, en plein renouvellement de la vie intellectuelle dont nous faisons partie. Saisissons-la.

Saisissons-la d'autant plus et en pleine conscience que le mouvement historique, social et politique qui s'est affirmé depuis dix ans nous a donné raison. Nous avons lancé *Le Débat* à contre-courant, quand ce mouvement était encore à peine repérable, avec la certitude, pour citer les termes mêmes d'une de nos déclarations d'intentions (n° 21, septembre 1982), que nous étions « à l'un de ces moments critiques où un nouveau paysage de culture impose d'autres valeurs de référence, d'autres sujets de curiosité, une autre génération d'auteurs, d'autres normes de sensibilité, d'autres formes de déchiffrement et d'interprétation de la réalité ». Ces formules, que beaucoup ont fait semblant de ne pas un contenu immédiat et précis. *Déchiffrement et interprétation de la réalité ?* C'était le congé aux grilles déjà usées des grands systèmes qui contraignaient l'observation des faits à ceux-là seuls qui ne les contredisaient pas, qu'elles soient marxistes, freudiennes, structuralistes ou formalistes. *Une autre génération d'auteurs ?* Renvoyons le lecteur aux deux douzaines de noms à peine connus que nous avons interrogés, dès notre numéro 4, sur l'« avenir intellectuel » ; la liste est éloquente, on ne s'était pas beaucoup trompé. *D'autres sujets de curiosité ?* Quiconque feuillettera les tables de ces soixante numéros, à défaut de se plonger dans les quelque douze mille pages imprimées qu'ils représentent déjà, comprendra vite que l'éclectisme apparent et la variété des traitements convergeaient sur un projet secrètement encyclopédique et conspiraient à la recherche d'une actualité à long terme. À la différence de tous les journaux, et de beaucoup de revues, *Le Débat* peut se relire et c'était son but. *D'autres valeurs de référence ?* Leur simple énumération définissait un programme d'urgence : information, qualité, pluralisme, ouverture. Il s'agissait de lutter à la fois contre la spécialisation universitaire et contre la dégradation journalistique. Il s'agissait, contre les particularismes d'opinion et d'affirmation, contre l'esprit de parti, contre les sectes et les chapelles, de recomposer, défendre et imposer une communauté d'exigences et de convictions, de rétablir une circulation générale des idées appelée par la gestation d'une époque que, derrière la routine des habitudes acquises, nous sentions venir. Car il était parfaitement clair – *nouveau paysage de culture* – que la chape de plomb du gaullo-communisme qui s'était levée dans les faits mais pas dans les têtes, que le gauchisme qui avait épuisé ses effets mais pas ses réflexes et que le socialisme qui arrivait politiquement au pouvoir, mais en pleine déconfiture idéologique, allaient ouvrir le champ à une redistribution générale des partages et à l'apparition de thèmes et de forces qu'il faudrait essayer d'orienter, et d'abord de comprendre. Pour ne pas passer par l'engagement doctrinal et la militance poli-

tique, le projet, en son fond, n'en était que plus radical. Il correspondait à *un moment critique*, l'ébranlement en profondeur de l'univers mental et marqué du signe de la Révolution, et dont 1989 – l'« année de vérité » – a précisément sonné le glas. C'est à épouser ce mouvement libérateur que nous voulions, pour notre part, contribuer. Et c'est pourquoi nous avons donné pour titre à cette entreprise *Le Débat*. Non pour dire que, par temps calme, les intellectuels n'auraient plus rien à faire qu'à « débattre », mais parce qu'il n'était rien qui ne soit remis en débat.

En ce sens, l'histoire nous a donné raison et la « démocratie intellectuelle » à quoi nous en appelions dans l'éditorial de notre premier numéro, à l'époque où elle faisait encore grincer les dents, est largement entrée dans les mœurs. L'esprit du *Débat* est devenu l'esprit de l'époque.

---

Nous avons gagné, mais n'avons-nous pas perdu davantage ? L'effondrement des systèmes idéologiques s'est accompagné d'un effacement du style exterminateur, mais il s'est également doublé d'une tragique disparition des entreprises théoriques d'envergure et même d'une volonté de grandes œuvres. L'évaporation du rêve d'une unité des sciences de l'homme, qui avait donné aux années 1960 leur cadre de référence, a renvoyé chacune au pré carré de sa spécialité : l'ethnologie, la linguistique, la psychanalyse, dès lors qu'elles n'apparaissent plus déboucher sur une sémiologie porteuse d'une espérance vraiment révolutionnaire, ont disparu de la circulation intellectuelle générale et avec elles des continents entiers de connaissances et d'intérêts lointains se sont engloutis. Règne un redoutable rétrécissement régressif des curiosités pour ce qui n'est pas nous, directement. La réhabilitation du sujet en philosophie, en littérature, en psychologie, en linguistique, pour heureux que soit le retour d'attention qu'elle suppose à la part consciente et réfléchie de l'action, n'a le plus souvent abouti qu'à l'exaltation de l'individualisme individualiste. Le désengagement érigé en hygiène des lettres a fait de la production littéraire et romanesque, en particulier, une activité au mieux ludique, au pire futile. La déroute du prophétisme de l'intellectuel a donné libre cours à l'autre dimension de sa légitimité, la compétence, et l'on a vu, complexité de la société aidant, fleurir l'« expert » qui, dans tous les domaines essentiels de la crise économique, des relations internationales ou des évolutions de la société, s'est allègrement trompé dans toutes ses prédictions. L'intellectuel despotique et magistérial a disparu avec les « maîtres penseurs », mais il n'y a plus, nulle part, un seul homme de pensée ou de plume pour représenter un modèle, une forme quelconque d'autorité morale. La renonciation au principe de la radicalité révolutionnaire a entraîné le rassemblement sur quelques valeurs refuge minimales qui portent moins au dépassement du culte meurtrier des idoles qu'elles ne ramènent frileusement à l'humanisme raplati, quand ce n'est pas au déluge des bons sentiments. L'effondrement du communisme comme système et du socialisme comme culture et projet a sournoisement accrédité l'idée que la forme de notre société était la panacée, que les grands conflits étaient derrière nous, que les luttes de classes, mirage heureusement dissipé, avaient disparu avec les langues de bois : idée dont le succès burlesque du thème de la « fin de l'histoire » apparaît comme l'archétype. Il n'est pas jusqu'aux bouleversements de l'Est et la résurrection du problème allemand qui ne paraissent nous renvoyer, pour le pire plutôt que pour le meilleur, aux vieux démons de la question nationale dont nous avons pu nous croire enfin débarrassés : témoin la conversion posthume au gaullisme gaullien d'une gauche orpheline de la Révolution.

Bizarrement, la volonté de réalisme, le culte de la simple vérité, le refus de la mégalomanie, le réveil de l'ivresse idéologique, le refus de l'ésotérisme, l'abandon de l'opposition de principe et la prétention au souci éthique n'ont abouti, pour l'essentiel, qu'à trois types d'attitudes dans lesquels nous ne nous reconnaissons pas : tantôt la démission du chat échaudé et la culture de son jardin ; tantôt le reniement

spectaculaire des idoles d'hier pour l'adoration de celles d'aujourd'hui, comme si, pour changer de trottoir, on ne changeait pas de métier ; tantôt – c'est la plus pernicieuse et la plus répandue – l'illusion qui se pique d'être désillusionnée, comme si la fière proclamation de ses constantes erreurs offrait la moindre garantie de ne pas les renouveler. Pour n'avoir aveuglément donné dans aucun de ces panneaux, on se sent le droit de rappeler le travail accompli et le devoir de le poursuivre.

Il n'a cessé de se distribuer autour de trois axes : histoire, politique, société, qui dictent aujourd'hui des orientations élargies.

Histoire, car il s'agit en effet, loin de tout enfermement disciplinaire et dans le droit fil d'une réinterprétation en cours de notre tradition et de notre héritage, de se livrer à la révision critique des instruments de connaissance et de pensée dont notre siècle s'était armé et de peser l'acquis définitif dans l'acquis dévoyé. Tout se passe comme si le marxisme et la psychanalyse, l'ethnologie et la linguistique s'étaient brutalement évanouis. Les conclusions fausses tirées de vraies questions n'empêchent pas les questions de rester vraies, et parfois même les réponses. Rien ne serait plus désastreux qu'une volonté de « retour » aux questions classiques qui nous ramènerait *en deçà* des problématiques censées les dépasser. Si la réaffirmation du sujet anéantissait d'un coup la découverte explosive de l'inconscient ; si la relégitimation du religieux et l'attention au symbolique dans le devenir des sociétés n'aboutissaient qu'à faire de nous des croyants et des dévots ; si une histoire informée du poids de ses déterminations politiques se satisfaisait, comme nous en sommes menacés, d'un retour triomphant de la plus traditionnelle des histoires politiques ; si la prise en considération des instruments conceptuels de l'intelligibilité historique nous détournait de la considération des mouvements mêmes de l'histoire ; si le naufrage du marxisme rendait aveugle à la violence de l'histoire et aux processus nouveaux des luttes sociales ; si la fermeture de la parenthèse coloniale et le retour aux affaires de famille de l'Europe abolissaient brusquement le violent décentrement de la conscience occidentale que lui a infligé le choc des autres civilisations pour ne l'enfermer à nouveau que dans l'exacerbation de la conscience nationale. Un immense travail s'impose de sélection critique et d'enregistrement réfléchi d'un siècle qui, loin de se solder par le bilan négatif que l'on se plaît déjà à ressasser, a le plus profondément et radicalement enrichi la connaissance de l'homme par l'homme et démultiplié sa conscience de lui-même.

Politique, parce que le ralliement général aux valeurs et aux principes de la démocratie laisse entier le problème, là, de son établissement, ici, de sa mise en application. Une politique qui n'est plus gouvernée seulement par la guerre ou par l'idéologie oblige tout le monde à se confronter concrètement à la multitude des problèmes dont personne ne peut prétendre, sauf les démagogues, détenir la solution. La généralisation de la démocratie n'est pas la sortie de l'histoire, elle est la fin de la magie, du règne de l'opportunisme et du simple rapport de force. Tout en est imperceptiblement, mais irrévocablement changé. Un mouvement historique de très longue durée, le mouvement même de l'histoire, par lequel les hommes se sont reconnu le droit et le devoir de changer le monde au lieu de le maintenir et de le conserver, accélère soudain son régime et débouche sur une dynamique qui suppose un rapport entièrement nouveau au réel. Les intellectuels ont fait leur conversion. On attend encore que les politiques fassent la leur. Pour l'heure, nous vivons sur un double effondrement qu'il s'agit de contribuer à surmonter, celui du libéralisme victorieux mais sans crédit, celui d'une gauche au pouvoir, mais qui, pour avoir renoncé à « changer la vie », a renoncé à changer quoi que ce soit. Le socialisme en deuil de révolution reste pris au piège de ses propres principes. Dix ans de pouvoir à la tête de l'État n'ont fait que rendre évident l'épuisement d'une tradition dont la fidélité à l'esprit

exigerait des mesures qui en contrediraient la lettre. Elles sont bien connues, de la démocratisation du régime politique à la réforme fiscale, en passant par la réforme de la puissance publique, de l'État-providence et de l'Université. Beaucoup ont été discutées ici même. Mais on attend des socialistes l'*aggiornamento* qui leur donnerait le courage et l'imagination de faire le plus difficile : réformer.

Société, parce qu'une collectivité, qui ne se vit plus dans le conflit radical et qui est vouée à organiser la coexistence des antagonismes, se doit d'abord, si elle veut se connaître elle-même, de repérer et de comprendre les formes nouvelles de ces antagonismes. S'il est un domaine où l'apport de la revue a été le plus neuf et le plus fécond, c'est celui-là. Indépendamment de l'attention précoce que nous avons accordée, dès nos premiers numéros, à l'apparition de phénomènes aussi importants que la post-adolescence, le travail clandestin ou la crise de l'État-providence ; indépendamment des problèmes de l'école et de l'éducation, des fonctions de l'art et des retombées de la technique et de la science, que nous avons constamment suivies, faut-il rappeler que loin des champs bien tracés de la sociologie théorique et appliquée, et au grand scandale de ses tenants officiels, c'est dans *Le Débat* qu'ont vu le jour, du tiercé à la musique rock, du sport à la publicité et à la mode, du club Méditerranée à la diffusion de la machine à laver et au rire télévisuel, les analyses aujourd'hui devenues classiques de toutes les nouvelles pratiques de l'individualisme démocratique ? Cette orientation se renforcera de la multiplication des formes de ruptures extrêmes que ne peut qu'engendrer une société rendue à la conscience de son propre mouvement : qu'il s'agisse des villes invivables ou des paysages bouleversés, des nouvelles conditions du conflit des générations ou de l'autonomisation d'une « culture jeune », des contradictions d'une économie duale ou des affrontements nés de l'immigration.

L'objectif d'une revue, comme de tout périodique, est de répondre à un besoin. *Le Débat* se serait contenté, au départ, d'être novateur et dérangeant. L'évolution des dix dernières années l'a rendu nécessaire.

---

C'est l'ensemble de ces préoccupations que se devait d'évoquer un numéro d'anniversaire. Aussi avons-nous préféré, plutôt qu'un thème particulier ou un inventaire prospectif qui aurait trop étroitement épousé l'inventaire rétrospectif auquel nous avons consacré le numéro spécial (n° 50) d'il y a deux ans, « Notre histoire », porter l'accent sur les trois foyers principaux qui commandent directement notre avenir : les bouleversements de l'Europe centrale, l'approfondissement du système démocratique français et l'horizon de l'an deux mille, en balisant d'une part les mille sentiers possibles qui nous y mèneront, en repérant d'autre part quelques-uns des phénomènes lourds auxquels n'échappera pas cette fin de siècle.

À les évoquer tous ensemble, on n'échappe pas à la certitude, que l'on aurait aimée plus exaltante, d'un avenir difficile. Le mot convient dans ce qu'il a de lourd comme dans ce qu'il a de léger. Ce n'est pas la fin de siècle de la « belle époque », partagée entre les sécurités du progrès et les angoisses de la décadence. Ce n'est pas l'atmosphère empoisonnée des années trente sur quoi pesait la double hypothèque des nationalismes exacerbés et des impérialismes totalitaires. Ce n'est pas le tragique existentiel des années cinquante, écartelées entre les séquelles de la guerre et la menace d'une apocalypse nucléaire. C'est autre chose, comme une difficulté à être, à faire, à vivre, à dire, à jouir, à mourir ; une difficulté diffuse et générale. Contraste étrange. D'un côté hommes et femmes n'ont jamais été aussi libres ni reconnus dans leurs droits à l'être. Jamais la planète n'a été aussi longtemps pacifique et jamais nations et empires, en dépit des guerres locales, n'ont aussi explicitement affiché leur volonté de maintenir la paix. Jamais non plus, en dépit des différences économiques et des niveaux de vie, les sociétés humaines n'ont été aussi riches ni aussi irrésistiblement emportées par le désir productiviste et consommateur. Et pourtant tout est devenu difficile.

Pierre Nora  
Dix ans de *Débat*

C'est que, dans cette société affranchie de toutes les formes de la continuité historique et du même coup dominée par l'impératif suprême de la *conscience* historique, plus rien ne va de soi, plus rien n'est instinctif. Tout est obligatoirement délibéré, absolument tout, depuis la façon de s'habiller le matin jusqu'à la décision de faire un enfant le soir, du plus simple rituel politique au plus grave calcul stratégique. Chacun est condamné à se réfléchir lui-même. La souffrance est là. Univers du second degré, de la distance : distance au passé, distance aux autres, distance à soi. Ce qui est radicalement nouveau dans ce monde pourtant devenu facile, c'est le sentiment de la difficulté. Tout subit la loi de l'hyper-réflexion, tout pose problème.

C'est là qu'un travail de réflexion intellectuelle, collectif et organisé, si modestement artisanal qu'il soit, prend son sens et sa vraie justification. Notre rôle n'est pas d'ajouter des opinions à de l'opinion, des connaissances à des monceaux de connaissances, d'opposer des propositions aux décisions. Être intellectuel aujourd'hui ne consiste plus à parler au nom de ceux qui ne parlent pas. Notre rôle est, en définitive, d'introduire du jugement entre les opinions diverses et les monceaux de connaissances ; d'offrir le recul historique à un présent surinvesti ; de faire comprendre ce qu'ils font à ceux qui font. Être un intellectuel aujourd'hui n'a pas d'autre sens. Dans un monde au deuxième degré, s'installer dans le troisième degré, fournir sa conscience réfléchie au travail de la réflexion. Quand la sagesse traditionnelle n'a plus de sens et que le savoir prolifère en s'ignorant soi-même, l'heure n'est-elle pas venue d'une sagesse du savoir ?

Une revue est une toute petite chose, elle l'a toujours été en ce siècle et le marché la condamne à l'être de plus en plus. C'est sa marginalité marchande qui est pourtant le vrai gage de sa liberté et le fondement de son utilité. À nous de démontrer que le plus indispensable n'est pas le plus voyant, et que le plus important n'est pas le plus visible.

*Pierre Nora.*

# **Un nouveau monde à l'Est**

Nous sortons du siècle américain. Le nouveau monde du prochain siècle bascule à l'Est. Nous n'en avons pas fini avec l'interprétation de cette énigmatique bifurcation qui a brutalement ramené dans l'orbite de la liberté, sur un mode si parfaitement inattendu, un univers que l'on croyait promis à la morne éternité communiste. On peut prédire de beaux jours à la querelle des « intentionnalistes », convaincus de l'existence d'un plan gorbatchévien médité et des « fonctionnalistes » sensibles avant tout à l'enchaînement contraignant des mesures et des circonstances.

Mais, d'ores et déjà, il faut bien commencer. L'heure est venue d'entamer une lecture laïque des événements, déliée des formules toutes faites comme du lyrisme facile. C'est à cet exercice d'histoire critique à chaud qu'introduisent Timothy Garton Ash et Krzysztof Pomian. Il suffit à révéler que notre image des cheminements de l'histoire sortira profondément enrichie de l'investigation de ce tournant capital. On ne se lasse pas de mesurer l'impuissance vertigineuse à prévoir qu'il nous a rappelé. Éric Onnen en livre une poétique illustration depuis l'observatoire berlinois, de l'ouverture du Mur aux élections est-allemandes.

La « béatitude occidentale » dont parle Pierre Rosanvallon ne va pas pouvoir longtemps dissimuler l'ampleur du choc en retour que nous allons subir. Le ralliement de l'Est à l'économie de marché et à la démocratie pluraliste ne laissera pas l'Ouest intact. Bien plutôt l'obligera-t-il à regarder d'un tout autre œil tant le capitalisme que la démocratie. Jean Baudrillard décrit l'exaspération des logiques extrêmes du contemporain que produit cette extension inattendue de leur emprise. Hichem Djait, enfin, au-delà de la confrontation Est-Ouest, introduit un regard tiers, depuis le monde arabe, sur la mutation en cours.

Timothy Garton Ash

## L'année de vérité

C'est l'année qui vit la mort du communisme en Europe de l'Est. 1949-1989, *requiescat in pace*. Et l'épithète pourrait être :

*De toute sa vie, sa mort  
Fut sa plus belle ouvrage.*

Cette chose qui fut systématiquement instaurée dans les territoires nouvellement définis de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Roumanie et de la Bulgarie, mais aussi dans la nouvelle République démocratique d'Allemagne après 1949, cette chose que, suivant le point de vue, l'on appelle « socialisme », « totalitarisme », « stalinisme », « dictature du Politburo », « socialisme réellement existant », « capitalisme d'État », « dictature sur les besoins » ou, de manière plus neutre, « système de type soviétique » – cette chose-là ne marchera jamais plus. Et, pourrait-on plaider, s'il est impossible de parler plus longtemps de communisme, nous devrions aussi nous abstenir de parler d'Europe de l'Est, tout au moins en écrivant Est avec un E majuscule. En fait, nous aurons plutôt, de nouveau, affaire à l'Europe centrale, l'Europe du Centre-Est, l'Europe du Sud-Est et l'Europe de l'est avec un petit « e » et, par-dessus tout, à des peuples, à des nations et à des États bien distincts.

Certes, et même sans retournement militaire en Union soviétique, ces pays connaîtront encore bien d'autres conflits, injustices et misères. Mais ce seront des conflits, des injustices et des misères d'une autre nature : nouveaux et anciens, post-communistes mais aussi pré-communistes. Dans le pire des cas, il pourrait bien y avoir encore de nouveaux dictateurs. Mais ce seraient des dictateurs différents. Nous ne reverrons plus ce système bien particulier que caractérisait la concentration du pouvoir politique et économique et des instruments de coercition entre les mains d'un parti léniniste unique, qui se manifestait sociologiquement sous la forme d'une nouvelle classe privilégiée, en des États disposant d'une souveraineté arbitrairement limitée.

Si nous parcourons les rues de Prague, de Varsovie ou de Leipzig, nous pouvons encore retrouver, bien sûr, les traces grises et familières : les façades staliniennes néo-classiques et lugubres sur toutes les places de la Victoire, les boulevards, les usines sidérurgiques, les chantiers navals Lénine, les officiels d'âge mûr avec leur crâne dégarni et leurs mensonges préfabriqués, les formulaires sur papier bon marché à remplir en quatre exemplaires, les queues, sans oublier cette attitude que l'on pourrait ainsi résumer : « Nous faisons semblant de travailler, vous faites semblant de nous payer. » Et pourtant, la hâte que l'on met à en retirer les signes matériels est sans nul doute source d'angoisse pour les conservateurs. (En Pologne, on

Timothy Garton Ash est professeur à St Antony's College, à Oxford. « L'année de vérité » est extrait de *We The People. The Revolution of '89 Witnessed in Warsaw, Budapest, Berlin and Prague* (Cambridge, Granta Books, 1990) à paraître en traduction française les essais réunis dans *The Uses of Adversity. Essays on the Fate of Central Europe* (New York, Random House, 1989) aux Éditions Gallimard.

Cet article est paru en mai-août 1990 dans le n° 60 du *Débat* (pp. 13 à 27).

projet de conserver tous les vieux accessoires dans un parc d'attraction auquel on envisage de donner le nom de Stalinland.)

## I

Si 1989 fut la fin, quel fut le commencement de la fin ? À lire la presse ou à entendre les propos de Mme Thatcher, on serait tenté de croire que l'histoire a commencé avec Gorbatchev. À l'autre extrême, d'aucuns diraient qu'en Europe de l'Est le communisme était condamné dès ses tout premiers jours. Cette dernière thèse se laisse, à son tour, formuler de diverses manières. L'une d'elles consiste à dire que le communisme était incompatible avec la culture politique de l'Europe centrale et orientale – auquel cas l'on voit mal, cependant, pourquoi ladite culture politique devrait brusquement s'arrêter à la frontière occidentale, tout à fait arbitraire, de l'Union soviétique. Inversement, on peut soutenir que le communisme était une idée merveilleuse qui n'était vouée à l'échec que pour une simple et bonne raison : au lieu de laisser les populations d'Europe de l'Est trouver librement leur voie, le communisme leur fut imposé par une puissance étrangère qui, elle-même, n'y comprenait rien. On peut encore faire valoir que le communisme est incompatible avec la nature humaine, un point c'est tout. Qu'il faille en incriminer une malformation congénitale ou simplement le résultat d'un effroyable accouchement au forceps, la mort était prévisible dès la naissance. Entre ces deux positions extrêmes, certains ressortissants des pays concernés attireraient l'attention sur diverses prétendues « occasions manquées » ou des tournants que l'histoire de l'Europe de l'Est n'a pas su prendre. Les années 1956 et 1968 en sont les principaux exemples.

Comme d'habitude, toutes ces thèses ont une parcelle de vérité, même si celle-ci est plus conséquente chez les unes que chez les autres. « Je ne suis pas devenu le Premier ministre de Sa Majesté pour présider à la liquidation de l'Empire britannique », avait déclaré Churchill tout en entreprenant de faire presque exactement le contraire. De même Gorbatchev a-t-il accédé au pouvoir en proposant de sauver l'Empire soviétique et le voici qui, aujourd'hui, préside à sa désintégration. Que Moscou permît aux anciens pays « satellites » de décider par eux-mêmes comment ils souhaitent se gouverner était de toute évidence une condition *sine qua non*. En revanche, on ne saurait comprendre la nature et l'orientation des processus d'autodétermination politique intérieure en étudiant la politique soviétique. Les causes résident ailleurs, dans l'histoire des différents pays, dans leurs interactions avec leurs voisins d'Europe de l'Est ainsi qu'avec l'Europe plus libre et prospère qui s'étend à l'ouest comme au nord ou au sud.

S'il me fallait à tout prix donner une seule date pour le « commencement de la fin » dans cette histoire *intérieure* de l'Europe de l'Est, ce serait le mois de juin 1979. Peut-être trouvera-t-on que mon jugement pêche par excès de polonocentrisme, mais j'ai la ferme conviction que ce tournant ne fut autre que le premier grand pèlerinage du pape en Pologne. C'est ici, en effet, que pour la première fois nous avons vu cette manifestation d'unité sociale massive, prolongée, quoique suprêmement pacifique et autodisciplinée, cette foule modérée soudée contre le Parti-État, qui fut tout à la fois la marque et le catalyseur intérieur décisif du changement de 1989, dans tous les pays hormis la Roumanie (encore que, même en Roumanie, ce ne soient pas les foules qui aient pris l'initiative de la violence). Exactement un an après la visite du pape naissait le syndicat Solidarité et, sans la visite du souverain pontife, il est douteux que Solidarité ait jamais vu le jour.

L'exemple de Solidarité fit tache d'huile. Il fraya la voie à une nouvelle forme de politique en Europe de l'Est (et elle n'est pas nouvelle que là-bas) : une politique d'auto-organisation sociale et de négociation de la transition à partir du communisme. Les acteurs, les formes et les questions des années 1980-1981 en Pologne furent en effet fondamentalement différents de tout ce que l'on avait pu voir en Europe de l'Est entre

Timothy Garton Ash  
L'année de vérité

1949 et 1979 : à bien des égards, ils présageaient de ce que l'on devait voir à travers toute l'Europe de l'Est en 1989. S'il y a un fond de vérité dans ce jugement, le fait que ce soit en 1989 que le dirigeant russe et le pape d'origine polonaise aient fini par se rencontrer témoigne d'un singulier à-propos. Chacun à sa manière, ils en furent tous les deux les initiateurs.

Pour trouver dans l'histoire de l'Europe une année comparable à 1989, cependant, il nous faut de toute évidence remonter bien au-delà de 1979 ou même de 1949. 1789 en France ? 1917 en Russie ? Ou, plus près, 1918-1919 en Europe centrale ? Mais les années 1918-1919 ne furent que les lendemains de la Première Guerre mondiale. Le plus proche parallèle est assurément 1848, le Printemps des nations. En l'espace de quelques paragraphes, de telles comparaisons ne sont guère mieux que de petits jeux de société. Pourtant, comme les jeux de société, ils peuvent être amusants et sont parfois de nature à favoriser la concentration.

Si l'on en croit A.J.P. Taylor, l'explosion de 1848 survint « après quarante années de paix et de stabilité », tandis que, dans une arithmétique un peu moins cavalière, Lewis Namier y voit « le résultat de trente-trois années créatives de paix européenne préservée avec soin sur une base délibérément contre-révolutionnaire ». La révolution, ajoute Namier, « est née d'espoirs au moins autant que de mécontentements ». Le contexte économique et social y fut sans nul doute pour quelque chose : aux maigres récoltes s'ajouta la maladie de la pomme de terre. Mais « le dénominateur commun était idéologique ». Et de citer Louis-Philippe, en exil, qui déclarait avoir cédé à une « insurrection morale » mais aussi le roi Guillaume du Wurtemberg qui s'excusa auprès de l'ambassadeur russe à Stuttgart, un certain Gortchakov, par un « Je ne puis pas monter à cheval contre les idées ». Ainsi Namier a-t-il intitulé son magnifique essai *La Révolution des intellectuels*.

L'explosion de 1989 naquit aussi des célébrations de « quarante années de paix et de stabilité en Europe ». Faut-il rappeler le quarantième anniversaire de l'Otan en mai ? Avec « l'Europe de Yalta » comme avec « l'Europe de Vienne » au siècle précédent, la question a toujours été : la paix et la stabilité *pour qui* ? En Europe centrale comme en Europe de l'Est, ce sont les petites gens qui, dans les deux cas, en firent les frais. Ici aussi, une arithmétique plus rigoureuse pourrait ramener ces quarante années à trente-trois ans seulement, car peut-être n'est-ce qu'après l'écrasement de la révolution hongroise de 1956 que les dirigeants soviétiques eurent l'assurance absolue que l'Occident se refuserait à toute intervention militaire propre à troubler la paix – préservée avec soin sur une base contre-révolutionnaire.

Une révolution née d'espoirs autant que de mécontentements ? Là encore, c'est vrai. Assurément, ce n'étaient pas les « mécontentements » économiques qui manquaient : s'ils pesaient d'un poids écrasant en Pologne et en Roumanie, ils n'en étaient pas moins persistants, quoique sous une forme moins dramatique, ailleurs. À cet égard, l'historien Fritz Stern a, bien à propos, rappelé le mot de Mirabeau à la veille de la Révolution française : « Le déficit de la nation est le trésor de la nation. » Il suffit de remplacer « déficit » par « dette en devises fortes » pour avoir l'une des raisons majeures qui expliquent que la Pologne et la Hongrie aient ouvert la voie au cours du premier semestre 1989. Mais contrairement à ce qui s'était passé en Pologne en août 1980, ce n'est pas un tour de vis économique qui poussa les masses populaires à manifester dans l'un ou l'autre des pays de l'Europe de l'Est en 1989. Ce furent les espoirs politiques – ainsi que l'indignation provoquée par la répression à laquelle recoururent les régimes locaux pour tenter de les contenir.

De même qu'à propos de 1848 on pourrait donc, ici aussi, parler de « révolution des intellectuels ». Certes, ce sont les démonstrations de force des ouvriers au cours de deux vagues de grève en 1988 qui finirent par conduire les communistes polonais à la première table ronde de 1989. Certes, ce sont les masses qui descendirent manifester dans les rues de tous les autres pays de l'Europe de l'Est qui entraînèrent la chute

des anciens dirigeants. Mais la politique de la révolution ne fut pas le fait des ouvriers ni des paysans. Elle fut l'œuvre d'intellectuels : le dramaturge Václav Havel, le médiéviste Bronislaw Geremek, le rédacteur en chef catholique Tadeusz Mazowiecki, le peintre Babel Bohley à Berlin, le chef d'orchestre Kurt Mazur à Leipzig, les philosophes János Kis et Gaspár Miklós Tamas à Budapest, le professeur de mécanique des fluides Petre Roman et le poète Mircea Dinescu à Bucarest. L'histoire a renchéri sur Shelley, car les poètes furent les législateurs reconnus de ce monde-ci. « Vive les étudiants ! Vive les acteurs ! » chantaient les foules de la place Wenceslas. Quant à la sociologie des forums d'opposition (nouveaux, démocratiques, civiques), des partis et des candidats à la députation, elle était singulièrement comparable à celle du parlement de Francfort ou du Congrès slave de Prague. *Hundert zwanzig Professoren...*

De même qu'en 1848, le dénominateur commun fut idéologique. L'histoire intérieure de ces révolutions est celle d'un ensemble d'idées dont l'heure avait sonné, et d'un ensemble d'idées dont l'heure était passée. À première vue, ce propos a sans doute de quoi surprendre. Car l'idéologie n'avait-elle pas cessé d'être une force active bien des années auparavant ? Assurément, les dirigeants ne croyaient plus un traître mot des sonnettes qu'ils débitaient à jet continu, pas plus qu'ils n'attendaient de leurs sujets qu'ils y crussent et fussent persuadés qu'eux-mêmes – autrement dit, les dirigeants – y croyaient. Probablement est-ce vrai dans la plupart des cas, mais qui sait ce qu'un vieil homme comme Erich Honecker, communiste dès son plus jeune âge, croyait encore sincèrement ? (Il ne faut jamais sous-estimer la faculté qu'a l'homme d'être la dupe de soi-même.)

Pourtant, s'il est une chose que ces révolutions ont montrée, *ex post facto*, c'est bien l'importance que conservait le voile résiduel de l'idéologie. Rares sont les dirigeants qui se contentent de dire simplement : « C'est nous qui avons les mitrailleuses, pas vous ! » ou « Nous exerçons le pouvoir parce que c'est comme ça, un point c'est tout ! » L'idéologie apportait une légitimation résiduelle et peut-être aussi permettait-elle aux dirigeants, ainsi qu'à leurs serviteurs du Politburo, de s'abuser, au moins pour une part, quant à la nature de leur propre régime. Dans le même temps, elle était capitale pour l'occupation sémantique du domaine public. Cette occupation sémantique s'appuyait sur une armée – l'association de la censure et du monopole quasi absolu du parti-État sur les moyens d'information ; quant à l'idéologie, sous la forme avilie et routinière de la « novlangue », elle servait de munition. Si méprisés et peu crédibles que fussent ces appareils de mensonge organisé, ils n'en continuaient pas moins à assumer une fonction vitale de blocage. S'ils ne mobilisaient plus personne, ils empêchaient encore l'expression publique d'aspirations partagées et de vérités premières.

Qui plus est, en exigeant du simple citoyen des signes sémantiques apparemment anodins de conformisme extérieur, le système parvenait tant bien que mal à l'impliquer. Il n'est que trop facile aujourd'hui d'oublier que jusqu'à avant-hier, ou presque, la quasi-totalité des Allemands de l'Est ou des Tchécoslovaques menaient une double vie : ils disaient systématiquement une chose en public et une autre en privé. Ce fut là un thème central des essais de Václav Havel au cours des dernières années et un thème, précisément, sur lequel il est revenu de manière émouvante dans le discours du Nouvel An 1990 qu'il prononça en sa qualité de président. Le pire, a-t-il déclaré, c'est le « délabrement du paysage moral. Moralement, nous sommes tous malades, parce que nous avons tous pris l'habitude de dire une chose et d'en penser une autre ». Qui veut comprendre ce qu'a pu signifier, pour l'homme de la rue, de rejoindre ces foules immenses qui envahirent les places des villes d'Europe centrale en chantant leurs propres slogans spontanés doit commencer par consentir un effort d'imagination afin de saisir l'effet que produit l'obligation de payer ce tribut quotidien à l'hypocrisie publique. Comme ils se pressaient et criaient ensemble, ces hommes et ces femmes ne cicatrisaient pas simplement les divisions de leur société ; ils cicatrisaient aussi leurs déchirures intérieures. L'occupation sémantique

Timothy Garton Ash  
L'année de vérité

tique était pour eux aussi blessante que l'occupation militaire ; ainsi le nettoyage de l'environnement sémantique était-il aussi décisif que le nettoyage du cadre de vie matériel. La longue queue qui se formait tous les matins place Wenceslas, où les passants prenaient patiemment la file dans le brouillard glacial pour se procurer un journal baptisé *Le Monde libre* fut, pour moi, l'une des grandes images symboliques de l'année 1989.

Quant à la devise de l'année – et pas simplement en Tchécoslovaquie – ce fut *Pravda Vítězí*, ce vieux slogan hussite qu'avait fait sien Mazaryk, « La vérité triomphera » ou, pour reprendre la formulation latine plus ancienne encore, *Magna est veritas et praevaleret*. De même qu'en français on dit d'une entreprise que son « heure de vérité » a sonné, ce fut une « année de vérité » pour le communisme. En un sens bien concret, ces régimes qui ont vécu de parole ont aussi péri par la parole.

Car, somme toute, que s'est-il passé ? Quelques milliers, puis dizaines de milliers et enfin centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue. Elles ont prononcé quelques mots. « Démission ! » ont-elles dit. « Nous ne serons plus des esclaves ! » « Élections libres ! » « Liberté ! » Et les remparts de Jéricho se sont effondrés. Et en même temps que les remparts, les partis communistes se sont purement et simplement désagrégés. À un rythme stupéfiant. À la fin de l'année, le Parti socialiste ouvrier de Hongrie avait éclaté et avait vu s'en aller pour de bon la majorité de ses membres. En janvier 1990, le Parti ouvrier unifié polonais suivait le mouvement. En moins de trois mois, le parti de l'unité socialiste est-allemand perdit son rôle dirigeant, son nom et au moins la moitié de ses adhérents. La décomposition intérieure de ces partis fait penser à cette observation d'un poète allemand en 1848 : « La monarchie est morte, même si les monarques vivent encore. »

À la seule exception, insigne, de la Roumanie, ces révolutions furent aussi remarquables par leur absence quasi totale de violence. À l'exemple de Solidarité en 1980-1981, ce fut, d'un point de vue historique, une contradiction dans les termes, une « révolution pacifique ». Aucune Bastille ne fut prise d'assaut ni aucune guillotine dressée. Et les lampadaires ne servirent qu'à éclairer les rues. Seule la Roumanie vit des chars et des pelotons d'exécution. Ailleurs, il n'y eut de violences que dans un premier temps, et de la part des policiers. Les jeunes manifestants de Berlin-Est et de Prague déposèrent des bougies devant la police, laquelle réagit par des coups de matraque. La *Marseillaise* de 1989 ne disait pas « Aux armes, citoyens », mais « Aux bougies, citoyens ». Cette tradition de non-violence trouve sa justification dans l'histoire de toutes les oppositions démocratiques de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est tout au long des années 1980. Sa raison d'être était en partie d'ordre pragmatique : toutes les armes étaient dans l'autre camp. Mais elle était aussi éthique. C'était une façon de dire comment les choses devaient se passer. Ils souhaitaient commencer comme ils avaient l'intention de continuer. L'histoire, explique Adam Michnik, leur avait appris que ceux qui commencent par prendre d'assaut les Bastilles finissent par en édifier à leur tour.

Historiquement parlant, l'absence (jusqu'ici et à l'exception évidente de la Roumanie) de grande manifestation de violence contre-révolutionnaire fut, cependant, presque aussi remarquable. La police a employé la manière forte en Allemagne de l'Est jusqu'au quarantième anniversaire de l'État, le 7 octobre, et surtout ce jour-là ; de même en Tchécoslovaquie, jusqu'au 17 novembre. En Pologne, le déploiement systématique des forces contre-révolutionnaires s'est étalé sur sept ans, de la proclamation de l'« État de guerre », le 13 décembre 1981, au printemps 1989. Mais une fois les révolutions (ou, en Pologne et en Hongrie, les « révolutions ») en marche, on constata une stupéfiante absence de contre-mesures répressives. À l'instar du roi Guillaume du Wurtemberg, les dirigeants communistes déclarèrent : « Je ne puis pas monter à cheval contre les idées. » Mais on ne peut faire autrement que de poser la question : et pourquoi pas ? Une bonne part de l'histoire moderne de l'Europe centrale a précisément consisté en souverains qui sont montés à cheval contre des idées. Quant à l'histoire contemporaine de l'Europe centrale, depuis 1945, elle a consisté pour

une bonne part en dirigeants qui ont envoyé les chars contre des idées. Alors pourquoi en alla-t-il autrement en 1989 ? On peut avancer trois raisons auxquelles on pourrait accoler les noms de « Gorbatchev », « Helsinki » et « Tocqueville ». La nouvelle ligne politique de l'Union soviétique, que Gennady Gerasimov a baptisée le 25 octobre « doctrine Sinatra » – *I had it my way*, « J'ai fait comme je l'entendais », dit-il en citant de manière erronée le célèbre refrain – par opposition à la « doctrine Brejnev », fut de toute évidence capitale. En Allemagne de l'Est, Moscou ne s'est pas contentée de signifier aux dirigeants que les troupes soviétiques n'étaient pas là pour assurer la répression intérieure, mais il semble qu'elle ait aussi pris la peine de faire savoir – à l'Occident, mais également à la population concernée – que telle était bien sa position. En Tchécoslovaquie, l'Union soviétique a donné un coup de pouce à la révolution en condamnant rétrospectivement, et avec beaucoup d'à-propos, l'invasion de 1968 par les troupes du pacte de Varsovie. À travers l'Europe centrale et l'Europe de l'Est tout entière, les populations purent enfin tirer profit de la dépendance chronique de leurs élites dirigeantes vis-à-vis de l'Union soviétique, car une fois privées de la béquille des kalachnikovs soviétiques, lesdites élites se retrouvèrent sans autre jambe d'appui. La Roumanie fut l'exception qui confirme la règle. Ce n'est pas un hasard si c'est précisément dans l'État qui était de longue date le plus indépendant de Moscou que les forces de sécurité de l'ancien pouvoir opposèrent la résistance la plus farouche, la plus sanglante et la plus prolongée.

À lui seul, néanmoins, le facteur « Gorbatchev » ne suffit pas à expliquer pourquoi ces élites dirigeantes n'ont pas mis plus d'énergie à déployer leurs propres forces de police et de sécurité, encore redoutables, pour défendre jusqu'à la dernière extrémité leur pouvoir et leurs privilèges. Est-il par trop chimérique de laisser entendre que la constance et la persistance avec lesquelles l'Occident rabâcha certaines normes internationales de conduite intérieure, le profond souci de respectabilité internationale des dirigeants est-européens et le lien pressenti entre celle-ci et les crédits en devises fortes dont ils avaient tellement besoin, bref, le facteur « Helsinki », aient au moins contribué pour une part à retenir les mains de ceux qui, autrement, auraient bien pu donner l'ordre de tirer ?

Pourtant, rien de tout ceci ne les eût arrêtés s'ils avaient été encore convaincus de leur droit de gouverner. Le troisième facteur, qui est peut-être au fond le facteur décisif, est caractéristique des situations révolutionnaires telles que les a décrites Alexis de Tocqueville voici plus d'un siècle : l'élite dirigeante ne croit plus en son propre droit de gouverner. Quelques gosses descendirent dans la rue et lancèrent quelques slogans. La police les malmena. Les gosses réagirent : « Vous n'avez pas le droit de nous malmenier ! » Et les dirigeants tout-puissants répondirent, en effet : « C'est vrai, nous n'en avons pas le droit. Nous n'avons aucun droit de préserver notre régime en usant de la force. La fin ne justifie plus les moyens ! »

De fait, les élites dirigeantes et leur bras armé se distinguèrent par leur manque d'empressement systématique à défendre des choses auxquelles ils ne feignaient plus de croire depuis longtemps, mais aussi par leur hâte presque indécente à embrasser des choses qu'ils avaient si longtemps dénoncées et taxées de « capitalisme » et de « démocratie bourgeoise ». L'Europe de l'Est tout entière bruissa du discret froissement des vestes que l'on retourne : un jour ils dénonçaient Walesa, le lendemain ils l'applaudissaient ; un jour ils embrassaient Honecker, le lendemain ils le jetaient en prison ; un jour ils disaient pis que pendre de Havel, le lendemain ils l'élevaient à la présidence.

## II

1848 reçut le nom de « Printemps des nations » ou de « Printemps des peuples » : le *Völkerfrühling*, *wiosna ludów*. Dans tous les pays, les révolutionnaires parlèrent au nom du « peuple ». Mais les conflits entre

Timothy Garton Ash  
L'année de vérité

nations, nouvelles et anciennes, firent voler en éclats la solidarité internationale des peuples, tandis que la solidarité intérieure ne résista pas au conflit des groupes sociaux – auxquels on devait donner le nom de « classes ». « En tant que forces collectives, le socialisme et le nationalisme furent tous deux des produits de 1848 », constate A.J.P. Taylor. Et après 1848, pendant près d'un siècle, jusqu'au gel communiste, l'Europe centrale fut le champ de bataille des nations et des classes.

De quoi, ou de qui, 1989 fut-elle le printemps ? Printemps du « peuple » ? Mais en quel sens ? *Wir sind das Volk*, scandaient les premières grandes foules d'Allemagne de l'Est : « Nous sommes le peuple. » Mais à peine quelques semaines plus tard, elles clamaient : *Wir sind EIN Volk*, « Nous sommes une nation ». En Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Roumanie, les foules ressemblaient à un océan aux couleurs de la nation tandis que les manifestants élevaient la voix pour chanter de vieux hymnes nationaux. En Hongrie comme en Roumanie, ils découpèrent du centre de leurs drapeaux les symboles communistes. En Allemagne de l'Est, il n'y eut dans un premier temps ni drapeau ni hymne. Puis peu à peu on sortit les drapeaux, trois bandes toutes simples, rouge, noir et or, sans le marteau et le compas de la R.D.A. au milieu : le drapeau de l'Allemagne de l'Ouest et, auparavant, celui de l'Allemagne unie.

Dans tous les commentaires de la presse occidentale sur l'Europe de l'Est, on lit aujourd'hui invariablement que le danger est grand de voir renaître en cette région ce que l'on appelle le « nationalisme ». Mais que diable entend-on par là ? Est-ce à dire que les peuples sont de nouveau fiers d'être tchèque, polonais, hongrois ou, en l'occurrence, allemand ? Que les cœurs exultent à la vue du drapeau et que les gorges se nouent lorsqu'elles entonnent l'hymne national ?

Le patriotisme n'est pas le nationalisme. L'orgueil redécouvert d'appartenir à sa nation n'implique pas nécessairement une hostilité à l'égard des autres nations. Ces mouvements furent tous, sans exception, patriotiques. Ils ne furent pas tous nationalistes. En vérité, dans leurs premiers pas, la plupart des régimes successeurs furent nettement moins nationalistes que les précédents régimes communistes. En Pologne, le gouvernement Mazowiecki a abordé les questions juive et allemande de manière nettement plus libérale et éclairée que tous les gouvernements précédents et, de fait, sur la question allemande cela lui a valu d'être critiqué par les nationalistes communistes. Dans son premier discours public en tant que président, Václav Havel s'est fait un point d'honneur de remercier « tous les Tchèques, les Slovaques et les membres d'autres nationalités ». Auparavant, ce sont encore les communistes qui lui avaient vivement reproché d'avoir déclaré à la télévision que la Tchécoslovaquie devait des excuses aux Allemands pour avoir expulsé leurs ressortissants des Sudètes au lendemain de la guerre. En Roumanie, la révolution commença par la formation d'un front commun de la population roumaine de Timisoara et de la minorité hongroise. Il s'en faut de beaucoup que le sort des minorités allemande et hongroise de la Roumanie post-révolutionnaire soit pire qu'il ne l'a été sous Nicolae Ceaucescu.

Il y a des contre-exemples, bien sûr. L'un des aspects les plus désagréables de la révolution allemande fut les débordements de ferveur populaire qu'inspira la campagne du Parti-gouvernement contre les « contrebandiers et profiteurs polonais » et les torts infligés aux étudiants noirs de passage et aux *Gastarbeiter* vietnamiens. Au sein de l'opposition hongroise, le combat farouche que se livrèrent le Forum démocratique et les démocrates libres n'était pas dépourvu de toute connotation ethnique, certains membres du premier doutant de la « magyarité » de certains membres des autres, lesquels répliquèrent par des accusations d'antisémitisme. Les Bulgares furent des milliers à protester contre la reconnaissance, par le nouveau gouvernement, des droits de la minorité islamo-turque.

Si l'on porte son regard un peu plus en avant, il est clair que l'existence d'autres minorités est une source potentielle de conflits : ainsi des Hongrois en Roumanie, des Roumains en Union soviétique (Moldavie),

des Allemands en Pologne, en Roumanie et en Union soviétique et des Gitans en plusieurs pays. L'antisémitisme pourrait aussi être exploité à des fins politiques. Il faut également compter avec la difficulté à trouver un équilibre tchécoslovaque qui donne une satisfaction pleine et entière aux Slovaques comme aux Tchèques. Enfin, restent en suspens la question des frontières et, avant tout, celle de la frontière germano-polonaise fixée après 1945 sur la ligne Oder-Neisse.

Toujours est-il que, en comparaison de la situation qui prévalait en 1848 ou en 1918-1919, cette liste est relativement brève. La plupart des nations ont des États et se sont faites à leurs nouvelles frontières. Sur le plan ethnique, la carte est bien plus homogène qu'elle ne l'était en 1848 ou en 1918. On ne saurait cependant exclure une recrudescence des conflits nationaux et ethniques entre ces États aussi bien qu'en leur sein, comme tel fut le cas en Europe de l'Est avant la dernière guerre, surtout si leur situation économique se dégrade. Mais il est également possible que ces conflits nationaux et ethniques s'apaisent progressivement, comme ce fut le cas en Europe occidentale après la dernière guerre, en particulier si la situation économique de ces pays s'améliore à la faveur d'un processus d'intégration à une communauté et à un marché commun européens élargis. Nous verrons bien. Toutefois, l'histoire prouve à l'évidence que 1989 ne fut pas une année de conflit ethnique et national aigu en Europe de l'Est, à l'ouest de la frontière soviétique. Bien au contraire : ce fut une année de solidarité entre les nations autant qu'au sein de chacune d'elles. À la fin de l'année, l'aide symbolique et humanitaire à la population (ou aux populations) roumaine(s) afflua de tous les États d'Europe centrale et d'Europe de l'Est qui s'étaient libérés. Le printemps des nations n'est pas *nécessairement* le printemps du « nationalisme ».

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas la rhétorique de la nation qui a le plus frappé. Car celle-ci était entièrement prévisible. Ce qui a été frappant, ce sont plutôt les autres idées et les autres mots qui ont, pour ainsi dire, partagé la tête d'affiche. La « société » fut l'un de ceux-ci. En Pologne, autrement dit dans un pays dont on a souvent dénoncé le « nationalisme », le mot le plus souvent employé pour désigner le peuple par opposition aux autorités ne fut pas « nation », mais *społeczeństwo*, « société ». En Tchécoslovaquie, le mot « société » fut employé de semblable manière, quoique moins fréquemment, et ici encore il ne pouvait simplement s'agir d'un synonyme de « nation » ou d'un euphémisme parce que le mot recouvrait deux nations. Dans les deux cas, il n'y avait pas moins de sens à parler d'autodétermination sociale que d'autodétermination nationale. On a partout insisté sur l'unité délibérée de l'intelligentsia, des ouvriers et des paysans. Certes, cette unité fut en partie forgée par l'ennemi commun. Mais sitôt effondré le pouvoir communiste, on vit se développer une authentique vie politique parlementaire où s'exprimèrent avec vigueur des intérêts sociaux contradictoires. Ainsi le groupe probablement le plus marqué et déterminé du nouveau parlement polonais ne fut pas celui des communistes ni celui de Solidarité ; ce ne fut pas non plus la gauche ni la droite, mais le groupe des paysans et agriculteurs de tous les partis qui unirent leurs forces pour faire avancer leurs intérêts catégoriels.

Néanmoins, les divisions sociales étaient loin d'être aussi profondes qu'au XIX<sup>e</sup> ou au début du XX<sup>e</sup> siècle, et elles n'ont pas miné les révolutions. L'histoire ne manque pas de piquant à cet égard. Car c'est, dans une large mesure, le communisme qui a créé l'unité sociale qui a contribué de manière décisive à mettre fin au communisme. Une politique de nivellement délibéré, s'accompagnant d'absurdités involontaires, se solda, à travers le plus clair de la société, par une répartition des richesses qui tenait moins de l'égalité que de la pagaille. Un professeur gagnait moins qu'un mineur, un ingénieur moins qu'un paysan-agriculteur. Avec une poignée de dollars ou de deutschemarks, un plombier était mieux loti qu'un prince dépourvu de devises fortes. Un ouvrier logeait dans la même maison qu'un médecin, un ingénieur ou un écrivain : et même si le décor différait, le plan de leurs appartements était très certainement identique. En même temps, ils étaient tous unis

Timothy Garton Ash  
L'année de vérité

par la conscience qu'existait une fracture capitale entre la classe supérieure/dirigeante communiste, la *nomenklatura*, et toutes les autres. Dans tous ces pays on employait le pronom personnel « eux » pour désigner cette classe : *oni* (mot que rendit célèbre la publication du recueil d'entretiens de Teresa Torańska avec des staliniens polonais<sup>1</sup>), les *Bonzen*. En même temps, le niveau de la conscience politique populaire était remarquablement élevé. Une fois encore, il faut y voir en partie un résultat du système. Tout le monde recevait au moins un minimum d'éducation, et dès les toutes premières années cet enseignement était fortement politisé. Beaucoup réagissaient à cette politisation en se repliant résolument sur leur vie privée au point d'ériger presque l'apolitisme en principe. Mais du fait de la politisation de l'enseignement et de l'ubiquité de l'idéologie, il n'était permis à personne de douter que les mots et les idées eussent de l'importance, ni qu'ils eussent vraiment des conséquences dans la vie quotidienne.

S'il est une notion qui joua un rôle central dans les réflexions de l'opposition au cours des années 1980, c'est bien celle de « société civile ». 1989 fut le printemps des sociétés aspirant à la civilité. L'idée rudimentaire que se faisaient les hommes et les femmes de la rue de ce que signifiait la construction d'une société civile n'était sans doute pas de nature à satisfaire le théoricien politique. Mais, sous une forme ou sous une autre, cette idée était bel et bien là, et elle recouvrait plusieurs exigences fondamentales. Il devait exister des formes d'associations, nationales, régionales, locales et professionnelles, qui fussent volontaires, authentiques, démocratiques et, avant toutes choses, soustraites au contrôle ou à la manipulation du Parti ou du Parti-État. Quant au peuple, il devait être « civil » : autrement dit, courtois, tolérant et, surtout, non violent. Civil aux deux sens du terme. Il convenait de prendre au sérieux l'idée de citoyenneté.

Le communisme est parvenu à empoisonner de nombreux vocables issus du tronc commun de l'histoire européenne – et le moindre de ceux-ci, on a eu maintes occasions de le voir dans ce livre, n'est pas celui de « socialisme ». Mais, d'une certaine façon, il n'a pas réussi à empoisonner les mots « citoyen » et « civique » alors même qu'il n'a pas manqué d'en faire un usage également pervers : par exemple, dans les appels au sens de la « responsabilité civique » – « Du calme et occupons-nous de ces trublions d'étudiants ». Pourquoi n'a-t-il pas réussi à empoisonner ces mots ? Je n'ai pas de réponse toute prête à cette question, mais le fait est que le jour où les parlementaires de Solidarité voulurent donner un nom à leur groupe, ils l'appelèrent le Club parlementaire des *citoyens* ; le mouvement tchèque se baptisa Forum *civique* ; et en R.D.A. les groupes d'opposition commencèrent par se présenter comme des *Bürgerinitiativen*, autrement dit, des initiatives civiques ou des initiatives de citoyens. Et la rhétorique de la citoyenneté a joué un rôle important dans toutes ces révolutions. Les gens en avaient assez d'être de simples pions dans une société sciemment atomisée : ils voulaient être des citoyens, des individus, des hommes et des femmes avec leur dignité et leur responsabilité, avec des droits mais aussi des devoirs, et s'associer librement au sein d'une société civile.

Un dernier aspect de l'autoportrait de la révolution mérite peut-être d'être brièvement signalé. Ainsi que l'a observé Ralf Dahrendorf, Karl Marx a joué sur l'ambiguïté de l'expression allemande *bürgerliche Gesellschaft*, que l'on peut traduire, au choix, par « société civile » ou « société bourgeoise ». Marx, explique Dahrendorf, a sciemment mêlé les deux « cités » de la modernité, les fruits des révolutions industrielle et française, le bourgeois et le citoyen. J'ai pensé à cette observation le jour où, à l'occasion d'un grand rassemblement à Leipzig, un orateur lança un appel à la solidarité avec le *bürgerliche Bewegung* de Tchécoslovaquie. Le mouvement bourgeois ! Mais à la réflexion cette incongruité apparente, ce mot employé

1. T. Torańska, *Oni. Des staliniens polonais s'expliquent*, traduit du polonais par Laurence Dyèvre, préface de Jan Krauze, Paris, Flammarion, 1986 (N.d.T.).

mal à propos, me paraît contenir une vérité plus profonde. Car, en fait, la plupart des mouvements d'opposition d'Europe centrale et de l'Est et une bonne partie du « peuple » qui les soutenait ne disaient pas autre chose : oui, Marx a raison, les deux choses sont intimement liées – et nous les voulons l'une et l'autre ! Droits civiques et droits de propriété, liberté politique et liberté économique, indépendance intellectuelle et indépendance financière – les uns ne vont pas sans les autres. Ainsi donc, en effet, nous voulons être des citoyens, mais nous voulons aussi être des bourgeois, au sens où la majorité des citoyens de la moitié plus heureuse de l'Europe appartient à la classe moyenne ou à la bourgeoisie. Nous voulons être *Bürger* ET *Bürgerlich* ! Tom Paine, mais aussi Thomas Mann.

Ce fut donc le printemps des nations, mais pas nécessairement du nationalisme ; le printemps des sociétés, qui aspirent à devenir sociétés civiles, et par-dessus tout celui des citoyens.

### III

Le printemps des citoyens a déjà changé la face de l'Europe. Ce qui paraissait seulement possible au début de l'année 1989 semblait certain au début de l'année 1990. Il y aurait une nouvelle Europe que l'on ne saurait plus longtemps appeler l'« Europe de Yalta » par souci de faire bref. Cette Europe ferait une place différente aux pays anciennement présentés comme l'Europe de l'Est et, à tout le moins, à une Allemagne moins divisée.

1848 avait mal tourné à cause de l'union des forces intérieures et extérieures de la réaction ; mais ce sont les forces extérieures qui emportèrent la décision. Au début de l'année 1990, on ne voyait aucune force de réaction extérieure comparable. Le mouvement populaire d'autodétermination nationale et sociale ne s'est pas arrêté net à la frontière occidentale de l'Union soviétique. Ce qui s'est passé en Europe de l'Est a directement encouragé les États baltes, sans parler des Roumains de Moldavie soviétique. Et si la terre politique se mettait à trembler en Ukraine ? Au début de l'année 1990 il n'était donc que trop possible d'imaginer quelque contrecoup ou retournement à l'intérieur même de l'Union soviétique. En revanche, il était raisonnablement permis de douter que les autorités moscovites, fussent-elles dominées par les militaires et les conservateurs, aient la tentation de recourir à la force armée pour rétablir la domination russe à l'ouest des frontières soviétiques de 1945. N'auraient-ils pas déjà bien assez de travail pour essayer de préserver l'empire à l'intérieur des frontières soviétiques de l'après-guerre ? En toute logique, s'ils envahissaient un pays d'Europe de l'Est, les Soviétiques devraient désormais les envahir tous. Et ensuite, qu'entreprendraient-ils de « restaurer » ? Ces baudruches décrépite qu'étaient les partis communistes est-européens d'hier ? Il est clair qu'un revirement en Union soviétique rendrait la vie beaucoup moins aisée au sein de la nouvelle Europe et aurait un effet direct sur l'évolution de la situation dans une Allemagne qu'occupent encore partiellement les troupes soviétiques. Mais cela ne suffirait pas, en soi, à rétablir la carte sous la forme qui était la sienne avant 1989.

Pour ce qui est de cette nouvelle Europe, il est d'innombrables questions à poser, et la plus pressante est de toute évidence la suivante : comment l'Occident peut-il aider à la transformation d'États naguère communistes en démocraties libérales ? La question que je me pose, pour ma part, est moins évidente : le problème n'est pas tant de savoir comment pouvons-nous les aider que de savoir comment pourraient-ils nous aider. Autrement dit, que peuvent apporter à la nouvelle Europe, et à nous autres Occidentaux, ces quelque cent millions d'Européens forts de leurs quarante années d'épreuves ? Les Tchèques se sont plus à faire remarquer que « 89 », ça n'est jamais que « 68 » à l'envers. Mais entre 68 et 89, l'une des différences

notables tient à l'absence relative d'intellectuels occidentaux découvrant, en ces régions exotiques, des utopies nouvelles, le « socialisme à visage humain » et la légendaire troisième voie.

Certes il y eut tout un kaléidoscope de partis, de courants et de programmes nouveaux, et il y aurait quelque impudence à les réduire à un seul et unique « message ». Pourtant, si l'on examine ce que ces partis divers disent réellement à propos des questions fondamentales intéressant la politique, l'économie, le droit et les relations internationales, il existe, au fond, un remarquable consensus. Dans le domaine politique, ils sont unanimes à affirmer : il n'existe pas de « démocratie socialiste », il n'y a que la démocratie. Et par démocratie ils entendent une démocratie parlementaire et pluripartite telle qu'elle existe aujourd'hui dans l'Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud. Tous disent : il n'y a point de « légalité socialiste », seule existe la légalité – par quoi ils entendent la primauté du droit, que garantit l'indépendance du pouvoir judiciaire inscrite dans la constitution. De même, et c'est peut-être là pour la gauche le plus important : il n'y a qu'une seule « économie », l'« économie socialiste » n'existe pas. Et, en l'occurrence, économie signifie, non pas économie socialiste de marché, mais économie sociale de marché. Non pas Ota Šik, mais Ludwig Erhard. Certes il existe dans ces pays de profondes différences – entre friedmaniens et hayekiens, par exemple. On a même pu entendre des propos favorables à Keynes. Mais l'orientation générale ne laisse aucune place au doute : on s'achemine vers une économie dont le marché est le moteur fondamental de la croissance et qui ménage un espace considérable à la propriété privée des moyens de production, de distribution et d'échange. La transition vers un système de ce genre pose des problèmes uniques, auxquels il faudra trouver des solutions originales. La plupart de ces pays comptent encore de très nombreux partisans d'une distribution relativement égalitaire des richesses ainsi créées et d'un État-providence fort. Mais dans les trois domaines essentiels que sont la politique, le droit et l'économie, le modèle de base se situe quelque part entre la Suisse, réellement existante, et la Suède, réellement existante.

La Suède – ou, comme prit bien soin de le préciser un éminent économiste soviétique, la Suède *méridionale* – paraît être désormais l'idéal universellement accepté par quiconque se réclame du socialisme de Berlin à Vladivostok. Mais si Marx revenait sur terre, ne qualifierait-il pas de capitaliste le mode de production dominant en Suède ? Autrement dit, il semble que les propositions fondamentales de la gauche ne portent plus sur la meilleure façon de produire des richesses, mais sur la meilleure façon de les distribuer.

Pour des raisons purement pratiques et historiques, l'État est manifestement appelé à jouer, au cours des prochaines années, un rôle plus important dans la plupart des anciens pays d'Europe de l'Est que dans la plupart des pays d'Europe occidentale. Mais cela ne signifie pas nécessairement que les populations le souhaitent. Au contraire, pour avoir si longtemps supporté l'intervention systématique de l'État, elles pourraient bien souhaiter la limiter autant que possible. Les sondages d'opinion et les enquêtes sociologiques ne sont pas d'une grande utilité ici parce que la grande majorité des gens commencent à peine à réfléchir à ces questions et, *a fortiori*, à les confronter à la dure réalité de la transition économique. La preuve du pudding, c'est qu'on le mange. Parmi les intellectuels qui ont commencé à se pencher sur ces questions, le danger est plutôt, me semble-t-il, à l'opposé : il serait de considérer le marché libre comme une panacée, tant sociale et politique qu'économique. D'où la popularité de Hayek. Pour un peu, on pourrait dire que le marché libre est la toute dernière utopie centre-européenne.

Il est facile, aujourd'hui, d'oublier que le communisme prétendait avoir découvert non seulement des formes politiques, juridiques et économiques nouvelles et meilleures, mais aussi une manière nouvelle et meilleure d'organiser les relations entre États. C'est cette voie nouvelle qui avait reçu le nom d'« internationalisme socialiste », par opposition au « nationalisme bourgeois ». En pratique, nous avons au contraire assisté à l'essor du nationalisme socialiste et de l'internationalisme bourgeois. Les exemples d'inter-

Rédaction : Marcel Gauchet

Conseiller : Krzysztof Pomian

Réalisation, Secrétariat : Louis et Nicole Évrard, Marie-Christine Regnier  
Direction artistique : Jeanine Fricker

Éditions Gallimard : 5, rue Sébastien-Bottin, 75431 Paris Cedex 07

**Pierre Nora** : Dix ans de *Débat*.

### **UN NOUVEAU MONDE À L'EST**

**Timothy Garton Ash** : L'année de vérité.

**Krzysztof Pomian** : Le retour des nations.

**Éric Onnen** : Notes berlinoises.

**Hichem Djaït** : Les mutations mondiales vues du monde arabe.

**Pierre Rosanvallon** : De la béatitude occidentale.

**Jean Baudrillard** : L'hystérésis du millénaire.

### **FRANCE, LA DÉMOCRATIE DIFFICILE**

**Michel Crozier** : Liberté, complexité.

**Paul Yonnet** : De la réversibilité dans les années 1980.

**Marcel Gauchet** : Pacification démocratique, désertion civique.

**Alain Minc** : Réformer en l'an deux mille.

**Denis Olivennes** : État-providence : la crise est devant nous.

**Jean-Claude Chesnais** : Les trois revanches

**Philippe Raynaud** : Incertitudes européennes.

**Bernard Manin** : Du bon usage de la social-démocratie.

**Laurent Cohen-Tanugi, André Fontaine, Georges Kiejman,**

**Jean-Louis Servan-Schreiber, Dominique Wolton.**

**Jean Daniel** : Vous avez dit « communication » ?

**Jean-Claude Guillebaud** : Les media contre le journalisme.

**Philippe Meyer** : Confiture d'observation à propos de la télévision française.

### **L'esprit d'Apostrophes :**

**Bernard Pivot, entretien avec Pierre Nora.**

### **Face à l'imprévisible : mille milliards de scénarios.**

**Michel Albert, Daniel Bell, Jean Fourastié, Hervé Le Bras,**

**Annie Le Brun, Stanislas Lem, Serge Moscovici, Milorad Pavic.**

**Georges Sebbag** : Nooombres.

### **FINS DE SIÈCLE**

**Daniel Milo** : La fin de siècle n'aura pas lieu.

**Krzysztof Pomian** : La fin de l'histoire n'a pas eu lieu.

**Krzysztof Pomian** : Post- ou comment l'appeler ?

**Gilles Lipovetsky** : Virage culturel, persistance du moi.

**André Béjin** : De la liberté à la sécurité, de la pilule au préservatif.

**Denis Kessler** : L'arbitre des générations.

**Marcel Gauchet** : Sous l'amour de la nature, la haine des hommes.

**Paul Yonnet** : Le nouvel ordre moral.

**Marcel Gauchet** : Les mauvaises surprises d'une oubliée : la lutte des classes.

**François Hers, Bernard Latarjet** : Rendre l'art à sa fonction.

**Antoine Danchin** : L'explication de la vie : perspectives et questions.

**Gilles Cohen-Tannoudji** : La science pense-t-elle encore ?

**Françoise Choay** : La ville invivable.

**Marcel Gauchet** : Pleurer les paysans ?

**Augustin Berque** : Le paysage à réinventer.